

## **CONVENTION DE PARTENARIAT**

**Pour l'organisation et la mise en œuvre de l'accompagnement des bénéficiaires des clauses sociales d'insertion.**

### **Entre :**

La Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der & Blaise, représentée par Monsieur Quentin BRIERE, agissant en sa qualité de Président, ci-après dénommée « l'Agglomération ».

### **Et**

Le Groupement d'Intérêt Public (G.I.P) Mission Locale, représentée par Monsieur Mokhtar KAHLAL, agissant en sa qualité de Président, ci-après dénommée « le G.I.P », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – Objet :**

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques du G.I.P Mission Locale et de la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der & Blaise dans le cadre de la mise en œuvre de l'accompagnement des bénéficiaires des clauses sociales d'insertion.

### **ARTICLE 2 – Engagements du G.I.P:**

Le G.I.P s'engage à mettre à disposition un conseiller en insertion professionnelle à mi-temps (0.5 ETP) pour réaliser les missions d'accompagnement des bénéficiaires des clauses sociales d'insertion.

Cette mission est réalisée en lien étroit avec le facilitateur de l'Agglomération.

Il s'agit de :

- Collecter les profils des bénéficiaires de la clause après validation du facilitateur de l'Agglomération afin d'alimenter une CV thèque et de la tenir à jour.
- Assurer l'accompagnement des bénéficiaires de la clause sociale d'insertion.
- Garantir des profils répondant a minima aux compétences de bases attendues par les entreprises attributaires des marchés « clausés ».

- Offrir des opportunités d'emploi et des étapes d'insertion supplémentaires aux bénéficiaires.
- Travailler en partenariat avec les structures prescriptrices afin d'accompagner les bénéficiaires pour garantir une continuité de parcours : montée en compétences, mesure des écarts avec les attentes des entreprises...
- Assurer le suivi et la mise en œuvre des objectifs négociés au démarrage de l'action,
- Assurer le suivi administratif et financier du dispositif.
- Co-organiser et cogérer avec la facilitatrice de l'Agglomération, l'animation des comités de suivi et de pilotage avec les partenaires.
- Fournir un bilan qualitatif et quantitatif de l'action : tableau de consolidation des heures.

L'objectif de l'accompagnement est de travailler à la fois sur : la détection et la prise en charge de l'ensemble des freins à l'insertion (professionnels, sociaux, ...) ; l'émergence et la confirmation d'un projet professionnel ; la socialisation, le comportement et le rapport au monde du travail ; la notion de parcours. A partir d'un bilan individuel réalisé par le G.I.P au début de l'accompagnement et au regard du projet professionnel, un travail devra être mené sur la prise de conscience du " chemin à parcourir " et des moyens professionnels, sociaux et humains à mettre en œuvre.

La présente convention est prévue pour l'accompagnement des bénéficiaires des clauses du 1er janvier au 31 décembre 2021.

Cet accompagnement pourra prendre la forme d'entretiens individuels ou tripartites et de regroupements collectifs, si le G.I.P le juge opportun. Il pourra être demandé au G.I.P de mettre en place des permanences sur le quartier du Vert-Bois afin de répondre aux besoins en main d'œuvre déclenchés par l'ANRU 2.

### **ARTICLE 3 - Engagements de la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der & Blaise :**

L'Agglomération conserve la compétence en terme d'ingénierie, d'études et de suivi des marchés des donneurs d'ordres impliqués dans le plan territorial d'animation des clauses d'insertion par le biais de son facilitateur. Le facilitateur de l'Agglomération assurera également la prise de contact avec les entreprises attributaires des marchés concernés par la clause.

L'Agglomération s'engage à fournir toutes les données et informations nécessaires au G.I.P afin qu'il puisse mener à bien sa mission : marchés concernés par la clause, entreprises attributaires des marchés, profils des bénéficiaires envoyés par les prescripteurs...

L'Agglomération s'engage à participer financièrement à hauteur de 6 500 euros (six mille cinq cent euros), au profit du porteur de l'action, le G.I.P.

Cette participation a pour but de permettre au G.I.P d'accompagner les bénéficiaires des clauses d'insertion du Territoire, et de donner une réelle plus-value à cette démarche. L'accompagnement et l'encadrement à la fois technique par le biais du suivi en entreprise et social par le biais de la dimension « accompagnement » sont essentiels pour permettre aux

bénéficiaires de construire leurs parcours et d'envisager une insertion professionnelle durable.

#### **ARTICLE 4 – Organisation et gestion des modalités de co-financements :**

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'un co-financement impliquant également le Conseil Régional Grand-Est et le Conseil Départemental de la Haute Marne.

Chaque co-financeur veillera à garantir les mêmes engagements au G.I.P et à harmoniser ses demandes en termes d'évaluation des résultats : bilan qualitatif, tableau de consolidation des heures notamment.

#### **ARTICLE 5 – Pilotage et évaluation :**

##### **5.1 Pilotage**

Des réunions devront être organisées une fois par trimestre à l'initiative du G.I.P avec la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

Ces réunions auront pour objectifs de faire un point sur le déroulement de l'action, de planifier les chantiers à venir pour le trimestre et d'évoquer les éventuelles difficultés rencontrées par les parties prenantes.

Un comité de suivi (prescripteurs) sera co-organisé avec le facilitateur de l'Agglomération une fois par semestre afin de faire le point sur les bénéficiaires.

Un comité de pilotage (financeurs) sera co-organisé avec le facilitateur de l'Agglomération une fois par an afin de dresser un bilan.

##### **5.2 Evaluation**

L'évaluation de cette action portera en premier lieu sur la qualité du service rendu : identification des profils correspondant aux chantiers clausés, suivi des bénéficiaires sur les chantiers, montée en compétences... ainsi que sur le tableau de consolidation des heures réalisées.

Une attention particulière sera portée sur la valorisation des parcours des bénéficiaires des clauses d'insertion : formations permettant la montée en compétences ou la validation du projet professionnel, nombre de sortie sur emploi durable (CDD, CDI...), entrée en formation qualifiante, mixité et parité des publics accompagnés...

## **ARTICLE 6 – Contrôles :**

### **6.1 – Contrôle d'activité :**

L'Agglomération peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utile, tant directement que par des personnes ou des organismes dûment mandatés par elle pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le G.I.P et du respect de ses engagements à leur encontre.

Le G.I.P s'engage à fournir dans le mois suivant son approbation par l'assemblée générale le rapport moral d'activités de l'année précédente, ainsi que le rapport relatif à l'accompagnement des bénéficiaires des clauses sociales d'insertion, objet de la présente convention.

### **7.2 – Contrôle financier :**

Le G.I.P est tenu de présenter avec son rapport d'activités annuel un rapport financier précisant le coût de l'accompagnement et mentionnant l'affectation des ressources et notamment des subventions versées.

Sur simple demande de l'Agglomération, le G.I.P devra communiquer tous documents comptables et de gestion relatifs à la période couverte par la présente convention.

## **ARTICLE 8 – Contreparties en terme de communication :**

Le G.I.P s'engage à faire mention de la participation de l'Agglomération sur ses éventuels supports de communication et dans ses rapports avec les médias. L'utilisation du logo de la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der & Blaise doit se faire en accord et avec la validation de la Direction de la Communication de l'Agglomération.

## **ARTICLE 9 – Responsabilités et assurances :**

Le dispositif d'accompagnement est placé sous la responsabilité exclusive du G.I.P.

Le G.I.P doit souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que l'Agglomération ne puisse être recherchée ou inquiétée.

## **ARTICLE 10 – Impôts et taxes :**

Le G.I.P doit se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet. En outre, elle fera son affaire de toutes taxes ou redevances présentes ou futures constituant leurs obligations fiscales, de telle sorte que l'Agglomération ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

#### **ARTICLE 11 – Justificatifs :**

Un bilan d'activité et financier de l'opération doit être fourni par le G.I.P à l'Agglomération à l'issue de la convention.

#### **ARTICLE 12 – Modalité de versement des participations financières :**

La Communauté d'agglomération versera la totalité de la participation financière susmentionnée à l'article 3, dès la signature de la présente convention.

#### **ARTICLE 13 – Durée et résiliation :**

La présente convention prend effet à compter du .....et prend fin le .....

L'Agglomération peut mettre fin de plein droit et sans délai à la présente convention pour faute de l'association et en cas de non-respect des termes de la convention.

Fait à Saint-Dizier en trois exemplaires, le / /2021

Pour la Communauté d'agglomération  
Le Président,  
**M. Quentin BRIERE**

Pour le G.I.P Mission Locale  
Le Président,  
**M. Mokhtar Kahlal**